

INSTALLATIONS EN CÉVENNES : L'ESPACE COMME ENJEU

Nathalie Bonini et Françoise Clavairolle
UMR 6173 CITERES

Résumé

Après avoir présenté les deux principales vagues d'installation néorurales en Cévennes, cet article mettra en évidence les évolutions du rapport au territoire de ces populations en retenant comme angle d'approche la question clé de l'accès à l'habitat et au foncier ; en effet alors que les premières installations ont été facilitées par un contexte de dépeuplement des cantons ruraux, les derniers arrivés sont confrontés au contraire à la montée en puissance de la demande sociale d'espace rural et à son corollaire : l'augmentation des prix du logement et de la terre. Il en résulte des formes différenciées d'investissement de l'espace qui se traduisent par des modèles d'engagement et de mobilisation politique contrastés et qui influent sur les rapports sociaux non seulement entre population autochtone et population néo-rurale mais également au sein même de celle-ci, suscitant des tensions et parfois des conflits.

Abstract

Having set out the two main waves of arrivals in Cévennes, this article will show the evolution of the relationship to space from these groups of new dwellers, considering the access to housing and land as a clue to analyse it. Indeed, while the depopulation of these rural areas has made easier the settlement conditions of the first wave of newcomers, the more recent ones have to face the increasing of social demand for rural space and its consequences : the raise of housing and land prices. It brings different ways of space investment which express themselves in different forms of political engagements. These different forms of space investment also influence the social relationships between natives and news dwellers but also among the population of newcomers itself, giving rise to tensions and sometimes conflicts.

En 1979 paraissait *Le retour à la nature. Au fond de la forêt, l'Etat* dont les auteurs interrogeaient l'enjeu social constitué par l'installation d'« immigrants de l'utopie » dans certaines régions désertifiées du sud de la France. Un quart de siècle plus tard, en 2002, nous avons entrepris de revisiter l'un des terrains explorés par les deux sociologues afin de questionner à nouveau le phénomène des installations en milieu rural qui ne s'est pas interrompu mais semble au contraire s'être revivifié durant la dernière décennie. Si une page s'est tournée avec la fin du rêve communautaire de l'immédiat après-68, une autre semble s'être ouverte dans le courant des années 1990 avec une nouvelle vague d'arrivées qui ne cesse de prendre de l'ampleur. Loin d'avoir « incontestablement vécu », comme l'affirmaient récemment D. Hervieu-Léger et B. Hervieu (2005 : xii)¹ l'utopie néorurale s'est au contraire renouvelée avec l'apport de nouvelles générations tentées à leur tour par la conquête d'espaces promis à des expérimentations utopiques.

A la fois terre d'exil, de résistance² et de refuge³, les Cévennes, terrain de notre recherche, sont une région de moyennes montagnes qui forme la bordure méridionale du Massif Central. Après le bref – et très relatif – équilibre agro-industriel qu'elle a connu dans la première moitié du XIX^e siècle, principalement fondé sur l'association de la culture du châtaignier et de l'industrie de la soie, les crises dans lesquelles sont entrées ces deux filières de production ont ouvert une longue phase de récession économique qui s'est poursuivie durant plus d'un siècle, expliquant que la population se soit massivement tournée vers l'émigration. Les deux grands conflits armés de la première moitié du XX^e siècle n'ont fait qu'accentuer le processus d'exode rural qui a laissé les vallées cévenoles exsangues sur le plan démographique et en proie à une profonde déprise paysagère, faute de paysans pour entretenir l'espace. Pour A. Birre, évoquer les Cévennes, c'est alors « projeter l'image d'un pays pauvre et perdu » (1953 : 83). En effet, la dépopulation y a pris une ampleur considérable puisqu'elles ont perdu les deux tiers de leur population en un siècle : au nombre de 120 000 en 1850, les habitants ne seront plus que 40 000 au début des années 1970. La majeure partie du foncier privé passe progressivement entre les mains de propriétaires non résidents qui sont nombreux à laisser leurs terres à l'abandon, à l'exception de ceux qui les confient à des groupements forestiers afin d'en tirer quelques revenus. Quant aux élus, sans grand espoir de voir l'agriculture « traditionnelle » se redresser, ils misent avant tout sur le développement du tourisme populaire, encourageant la création de campings et la construction de villages de vacances, tandis que dès les années 1960 des Cévenols émigrés commencent à rénover leurs maisons familiales afin de les transformer en résidences secondaires.

Les années 1970 représentent un tournant : le recensement de 1975 fait apparaître pour la première fois depuis des décennies un gain de population pour des communes pourtant situées à l'écart de l'influence urbaine de proximité et appartenant à la catégorie du « rural isolé » (INSEE). On assiste en Cévennes à un phénomène vérifié dans la plupart des pays industrialisés à la même époque et qui va contribuer à une véritable « renaissance rurale » (Kayser 1990) : l'arrivée de citadins, généralement jeunes, qui aspirent à s'installer dans les zones rurales délaissées pour y inventer une autre manière de vivre, à l'écart d'une société dont ils contestent les valeurs et refusent les contraintes. Quelques pionniers, artisans d'art ou objecteurs de conscience s'installent dès le milieu des années 1960, mais c'est surtout dans la période qui suit les événements de mai 1968 que le phénomène s'amplifie. Dès lors, le mouvement d'installation, faisant alterner des périodes de ralentissement ou au contraire

¹ « Les néoruraux, trente ans après » est le titre de la préface rédigée par D. Léger et B. Hervieu en 2005 pour la réédition de leur ouvrage de 1979.

² Nous faisons ici allusion d'une part à la résistance des protestants contre l'interdiction qui leur fut faite d'exercer leur foi religieuse pendant les périodes qui ont précédé et suivi la Révocation de l'Edit de Nantes, d'autre part à la Résistance armée contre l'occupant nazi qui s'est organisée dans la région durant la 2^e guerre mondiale. L'image des Cévennes est désormais étroitement associée à cette notion de résistance qui est mise au centre de l'identité narrative de la population.

³ Durant la 2^e guerre mondiale, les Cévennes ont en effet été une terre d'accueil pour les juifs, les Allemands antinazis, les réfractaires au S.T.O. dont la plupart ont survécu grâce à l'efficacité du réseau des pasteurs protestants et à la complicité d'une partie de la population. Voir sur ce point Joutard, Poujol et Cabanel, 1987.

d'accélération qui reflètent les évolutions de la conjoncture sociale et économique, ne s'interrompra plus jusqu'à nos jours.

Ce « retour au 'désert' » (Léger et Hervieu, 1978) qui en l'espace de quarante ans a pris plusieurs visages successifs repose sur la conviction partagée aussi bien par les précurseurs que par les « immigrés » du nouveau siècle que les Cévennes sont une terre d'accueil pour des expériences sociales – pour beaucoup protestataires –, fondées sur une aspiration à vivre autrement, même si, comme on va le voir, elles se formulent différemment. De manière générale, l'attrait que la région exerce sur ces populations tient précisément aux conditions économiques, socio-culturelles et géographiques qui la caractérisent : son isolement qui la protège des méfaits de la société industrielle et de l'urbanisation tout en offrant des perspectives d'expérimentation utopique, ses racines historiques qui la désignent comme terre de résistances et de refuge⁴, et la faible rentabilité de ses terroirs de montagne qui les exclut bien heureusement de la modernisation agricole.

Mais les néoruraux⁵ n'ont pas été les seuls à se laisser séduire par la région : la création du Parc national des Cévennes en charge de la préservation des patrimoines naturel et culturel cévenols, l'accroissement généralisé du temps libre qui favorise le développement du tourisme, un climat méditerranéen qui attire les retraités d'une partie de l'Europe et le rapprochement de la région des grandes métropoles européennes grâce au train à grande vitesse entraînent dans le courant des années 1990 un fort engouement pour les Cévennes qui se traduit rapidement par une flambée des prix du foncier bâti et non bâti, au point qu'on n'hésite plus désormais à évoquer à leur propos un processus de « lubéronisation », conduisant à l'appropriation de l'espace par des personnes aux revenus confortables. Une situation devenue au fil des ans l'obstacle majeur à l'installation de nouveaux habitants alors que dans le même temps un nombre croissant de personnes est en demande de logement et de terres. Selon le Parc national des Cévennes⁶, la population de la zone centrale aurait progressé de 30% entre 1970 et 1992, tandis que depuis 1968 la zone périphérique gagnerait 2% entre chaque recensement.

Après une brève présentation des deux principales⁷ vagues d'installation néorurales qui ont touché la région – avant et après 1990 – nous mettrons en évidence les différentes formes d'investissement de l'espace qui les caractérisent, en montrant en particulier que l'accès au foncier bâti et non bâti en est une clé de lecture majeure. Enfin nous questionnerons les dynamiques sociales qui en résultent ainsi que la reconfiguration des rapports sociaux à laquelle elles donnent lieu, aussi bien entre les générations successives de néoruraux qu'entre celles-ci et la population autochtone.

⁴ Les témoignages recueillis à la fin des années 1970 par D. Léger et B. Hervieu auprès des néoruraux qu'ils ont rencontrés et ceux qui nous ont été livrés plus récemment vont dans le même sens.

⁵ Nous ne retiendrons pas ici la définition proposée par l'institut IPSOS pour une enquête réalisée en 2003 : le terme « néorural » désigne toute personne de plus de 15 ans ayant choisi de quitter la ville depuis moins de 5 ans pour s'installer dans une commune rurale de moins de 2.000 habitants. Trop extensive, cette définition ne correspond pas à l'usage du terme que nous avons rencontré sur notre terrain d'enquête. Nous lui préférons donc la définition de P. Dério qui qualifie de néoruraux les membres d'une « *nébuleuse sociale [qui] ont avant tout en commun le choix délibéré d'une installation en milieu rural, sous-tendu par des motifs plus idéologiques et philosophiques que socio-économiques, et souvent la volonté d'exercer une activité en rapport direct avec le monde rural, artisanale ou agricole* » (1996). Sont donc exclus de notre analyse « *les praticiens de la qualité de vie* » (Y. Jean, 2004), à savoir des personnes relativement aisées, actives ou retraitées qui choisissent de résider - à demeure ou de façon saisonnière - dans des zones rurales mais dont les motivations sont essentiellement la recherche d'une meilleure qualité de vie et/ou de travail, ainsi que les actifs pour lesquels la ruralité est plus subie que choisie, comme les agents des services publics.

⁶ Source : Atlas du parc national des Cévennes.

⁷ Suivant les objectifs poursuivis et les critères retenus, il est possible de subdiviser ces deux périodes d'installation.

40 ANS DE MIGRATIONS NÉORURALES

Des motivations communes

Avant de caractériser ces deux vagues d'arrivants, il importe de rappeler préalablement ce qu'elles ont en commun et qui permet de les distinguer de la population autochtone, aussi bien en termes de pratiques que d'aspirations.

Le rejet de la ville et du mode de vie urbain et la volonté d'expérimenter de nouvelles formes de vie en société comptent parmi les motivations qui à des périodes différentes ont conduit des citoyens à vouloir vivre en milieu rural. Si la campagne est imaginée comme l'antithèse de la ville, elle n'est pas pour autant magnifiée et son attrait ne doit rien à la nostalgie de la communauté villageoise d'autrefois que l'on tenterait de recréer ; il tient davantage au fait que ces endroits isolés et peu peuplés sont propices au développement d'expérimentations sociales. Loin de vouloir ressusciter le passé, il s'agit au contraire de construire une société nouvelle – parfois qualifiée de contre-société – fondée sur des valeurs communalistes qui diffèrent de celles prônées par la société locale « traditionnelle ». Cette recherche d'une autre façon de vivre plus en phase avec les valeurs défendues est commune à la majorité des néoruraux, qu'ils soient en situation d'exclusion, marginaux revendiqués ou porteur d'un nouveau projet de vie et de travail, de même qu'elle transcende les deux périodes d'arrivées. Si, comme on le verra, les squats actuels ne sont pas un héritage direct des communautés des années 1970, ils sont fondés sur l'idée d'expérimentation sociale, politique, économique et écologique axée sur le collectif qui n'est pas sans rappeler les objectifs des communautés. Il en est de même des « chantiers » ou « journées chinoises » mobilisant de nombreuses personnes autour d'une activité dans un lieu particulier (construction, défrichage, etc.) qui s'avèrent commun(e)s aux arrivants de ces deux périodes.

Ce « vivre autrement collectif » serait selon B. Kayser une utopie sociale qu'il distingue du « vivre autrement individuel » (1996 : 12-13). En effet, s'il n'exclut pas la recherche d'une meilleure qualité de vie pour soi et la présence d'un projet personnel, il ne s'y résume pas : pour la majorité des personnes rencontrées, le projet de vie personnel est indissociable du vivre autrement collectif, défini par un autre mode de relations interpersonnelles fondées sur l'échange, une rupture à l'égard du mode de consommation dominant favorisant un rapport à l'environnement moins destructeur et un autre rapport au travail et à l'éducation des enfants. Pour B. Kayser, que cette vie sociale « se traduise ou non dans le mouvement associatif et dans la participation à la vie politique locale, elle s'exprime dans une volonté partagée qui finit par être un apport sensible aux nécessaires changements dans la société toute entière » (1996 : 13). C'est du moins ce que souhaite la majorité des personnes interrogées. Comme le constate également A. Attané à propos du mode de vie de néoruraux des Alpes de Haute-Provence, « C'est un art de vivre, un rapport au temps. Ce sont des gens qui retravaillent en permanence l'imaginaire de notre société : notre rapport à la nature, au progrès technique, à la médecine, à la création artistique » (2004).

Des modes d'investissement de l'espace différents

Ces deux vagues d'installations, nées dans des contextes sociaux, économiques et idéologiques différents, divergent toutefois sur de nombreux points et en particulier quant à la manière dont les néoruraux ont investi et se sont appropriés l'espace. Sur ce point, la dynamique est inverse : d'un côté l'investissement ordinaire de l'espace visant l'intégration des premiers arrivés (retapant leur maison pour s'y installer durablement, s'insérant dans les circuits économiques locaux pour écouler leur production, etc.) qui aboutit au fil des ans à un investissement politique classique qui se manifeste notamment par leur entrée dans les conseils municipaux ; de l'autre un fort engagement politique dont la portée se veut planétaire et une aspiration – parfois contrainte – à se situer en marge de l'économie de marché des migrants plus récents dont découle une pratique de l'espace local à la fois plus radicale

et plus distanciée - leur organisation réticulaire les amenant à privilégier les échelles micro-locale et globale à celle du village.

Des années 1970 aux années 1990 : vers un ancrage local

Les premiers départs à la campagne se font dans un contexte économique de plein emploi – où la perspective de quitter son emploi pour un temps et d'en retrouver un le moment venu n'effraie pas – un contexte socio-politique de contestation de la société qui culmine avec le mouvement de mai 1968 et un contexte local qui met à la disposition des candidats à l'installation de nombreux mas inoccupés. Ceux que D. Leger et B. Hervieu appellent les « immigrés de l'utopie » (1978) fuient ainsi la ville et la société industrielle pour s'installer dans les fermes et hameaux vidés par cent ans d'exode rural. Comme l'a montré B. Lacroix à propos du phénomène communautaire (1981), ce sont principalement des fractions dominées de la classe dominante, étudiants ou jeunes récemment entrés dans la vie active (enseignants, professionnels de la santé, travailleurs sociaux et artistes) qui alimentent alors le mouvement.

L'installation en milieu rural relève d'une protestation sociale et d'un désir de fuite face aux dérives de la société dite « de consommation » qui semble s'incarner tout particulièrement dans la ville, modelée par l'univers de pensée et les pratiques sociales de la bourgeoisie ; il s'agit alors d'expérimenter des modes de vie alternatifs, visant à promouvoir une véritable contre-société. Pour autant, cette contre-société est moins pensée comme devant émerger d'un changement radical des structures sociales et politiques – on n'y croit plus guère – que comme devant être d'abord mise en œuvre localement, à l'échelle de la communauté de résidence ou d'appartenance.

Les migrants de la première vague, déçus par l'échec de ce qui n'a pas été sur le plan politique une révolution, et pour certains par leur propre investissement politique pendant les événements de mai 1968, ne cherchent pas à investir les instances politiques locales. Pour nombre d'entre eux, c'est précisément le regret de ne pas avoir réussi à changer la société et une profonde méfiance à l'égard des partis politiques traditionnels, et plus généralement de toutes les institutions, qui les ont conduits dans ces régions reculées. Leur démarche se veut apolitique, au sens restreint du terme ; elle apparaît davantage comme un mouvement de repli qu'un acte militant dont la portée serait générale. Ainsi, cherchent-ils avant tout à tirer partie de l'isolement de ces régions pour agir sur leur propre existence, se désintéressant de l'exercice de la citoyenneté. « *c'était une vie collective fermée. On était entre nous. On n'aurait jamais pu imaginer qu'il y en ait un d'entre nous qui se présente au conseil municipal* » se souvient aujourd'hui Daniel V⁸. Il en est de même sur le plan économique : le mode de production et de consommation qu'ils instaurent se développe en marge du capitalisme et non contre ce système économique que les néoruraux tentent d'esquiver plutôt qu'ils ne le contrent. Souvent guidés par une volonté d'autosuffisance, leur investissement dans la culture de la terre et l'élevage n'est, au départ, que peu ouvert sur l'extérieur et peu nombreuses sont les personnes insérées dans les activités économiques locales.

L'aube des années 1980, marquée par la disparition progressive des communautés – même si l'idéal de vie communautaire ne disparaît pas totalement – et le « retour » à un mode de résidence plus conventionnel centré sur le couple et la famille, inaugure également un changement d'investissement de l'espace. On assiste à une transformation du rapport au territoire dont l'attrait n'est plus lié à son caractère « désertique » ; désormais il n'est plus appréhendé comme un lieu vide mais comme un espace rural qu'il faut préserver et mettre en valeur, un lieu de vie et de travail qu'il faut investir. Qu'elles se soient récemment installées en Cévennes ou qu'elles soient issues des communautés, ces familles s'inscrivent dans un projet de vie et de travail intégré dans la société locale. B. Kayser (1990, p 170) évoque le « reflux utopique » de cette période qui se traduit par une diminution assez sensible du nombre des candidats à l'installation et par l'émergence d'une volonté d'intégration dans la société locale. Certains trouvent sur place un travail salarié (facteur, agent de contrôle laitier, secrétaire de

⁸ Les prénoms et initiales ont été changés.

mairie, etc.) ou tirent partie de leur formation antérieure (enseignant, profession de santé, travail social, etc.). D'autres optent pour l'agriculture et passent par les centres de formation agricole afin de pouvoir prétendre à des aides à l'installation, s'endettant parfois afin d'acquérir une propriété⁹. Cet investissement ordinaire de l'espace se manifeste ainsi par la mise en œuvre ou le développement de projets économiques (agriculture, artisanat, gîtes ruraux, etc.) qui se « normalisent », visant la viabilité et non plus la simple autosuffisance, tout en demeurant à l'écart d'une production intensive. Pour écouler leur production, ils investissent les marchés de producteurs alentour tout en fondant ou intégrant des groupements de producteurs particulièrement dynamiques. Il en est ainsi de « Terroir Cévennes », association qui promeut et commercialise des produits de terroir, ou des groupes régionaux affiliés à la fin des années 1970 à la fédération internationale de l'agriculture biologique « Nature et Progrès ». Des associations à vocation scientifique et éducative voient également le jour sous leur impulsion, comme « La pensée sauvage » qui dès 1978 étudie les usages et savoirs relatifs à la flore sauvage et cultivée ou encore « Fruit oubliés » qui milite en faveur de la biodiversité fruitière. Le développement de leur activité agricole et leur volonté militante amènent nombre d'entre eux à s'investir dans la Confédération paysanne. Comme le souligne J. Jacob, cette dernière « catalyse à sa façon, sous une forme syndicale, cette nébuleuse nourrie de ruralité, de non-violence et d'ouverture sur l'universel » (Jacob 2004 :192). Dans le même mouvement, ils fondent des groupes locaux de l'association ATTAC pour lutter contre la dictature des marchés.

Si la contre-culture commence par se manifester au sein du réseau d'affinités par des expériences brisant les carcans sexuels, vestimentaires ou musicaux, les nouveaux installés en viennent rapidement à développer un important réseau associatif local¹⁰ comprenant une forte proportion d'associations culturelles dont certaines finissent par s'institutionnaliser, à l'instar de Cinéco - cinéma itinérant en milieu rural – qui, au fil des ans est devenu le principal diffuseur de films des Cévennes, des gorges du Tarn au pied du Mont Lozère.

Comme on l'a noté, l'investissement ordinaire des néo-ruraux de cette première vague d'installation aboutit à une implication croissante dans la gestion des affaires locales. Quand les équipes en place ne leur font pas barrage, ils intègrent les conseils municipaux dès la fin des années 1970, comme dans certaines communes de la Vallée française ou de la Vallée borgne (Sainte-Croix-Vallée-française, Molezon, l'Estréchure, etc.). Modeste au départ, leur implication dans les affaires locales ne va cesser de croître au fil des ans, augmentant leur pouvoir d'infléchir les politiques municipales, notamment dans les domaines de l'action sociale et culturelle. Bien accueillie par certains conseillers d'origine cévenole, la politique culturelle engagée par certaines communes à l'initiative des néoruraux est jugée démesurée et inappropriée par d'autres. En outre, le fait que des manifestations culturelles ou fêtes puissent aussi être l'occasion de militer en faveur de diverses causes, qu'il s'agisse des carburants non polluants, de la libéralisation de la consommation du cannabis, ou encore de la lutte contre les OGM, mêlant ainsi étroitement action culturelle et politique, suscite la désapprobation d'une partie des conseillers municipaux et habitants. Comme le souligne B. Hervieu à propos des néoruraux : « *ils ont fini par constituer des relais très forts pour les projets d'animation et d'aménagement de ces régions, compte tenu de leur capital culturel et de leur âge. Dans ces régions vieillies et découragées il y avait des places à prendre* ». (Hervieu, 1997 : 4)

A partir des années 1990 : des installations instables

Le contexte socio-économique et idéologique des années 1990 dans lequel se situe la deuxième vague d'arrivée en Cévennes est profondément différent ; comme l'ont analysé de nombreux auteurs¹¹, on assiste au plan national au blocage de la mobilité sociale, à un accroissement de la ségrégation urbaine et à la reconstitution de frontières de classe entre ceux qui échappent à la crise économique et ceux qui la subissent. C'est parmi ces derniers que se situe la plupart des

⁹ Il s'agit d'une installation au sens où l'entend la Chambre d'agriculture, c'est à dire accompagnée par les techniciens.

¹⁰ On comptait en septembre 2000 sur le territoire du SIVOM des Hauts-Gardons – qui comptait 1999, 2328 habitants – pas moins de 53 associations et organismes divers engagés dans la seule vie culturelle.

¹¹ Dont R.Castel (1995) et S. Paugam (1996).

néoruraux de la deuxième vague¹². Divergeant globalement du profil de leurs aînés des années 1970, ils appartiennent à la catégorie des marginaux « forcés » – personnes ayant perdu leur emploi, rencontrant des difficultés à s'insérer professionnellement ou traversant une crise familiale – ou volontaires – personnes qui n'ont jamais été insérées dans le monde du travail et ne souhaitent pas l'être. Au début des années 2000, la haute Vallée française comptait parmi ses nouveaux arrivants¹³ 54% d'actifs occupés contre 46% de R.M.Istes, chômeurs, rentiers, personnes au foyer ou en formation. En outre, 20% de ces actifs occupés étaient intermittents du spectacle, « Emplois Jeunes » ou occupaient des emplois aidés dans des structures associatives (Revol 2002 : 20).

Ils sont également fortement engagés dans des mouvements contestataires ou nouveaux mouvements sociaux (NMS) dont I. Sommier (2003) a souligné le développement important depuis deux décennies. Membres actifs ou sympathisants, ils se situent dans la mouvance libertaire et altermondialiste qui rassemble les Alternatifs¹⁴, le syndicalisme de lutte comme la CNT, les collectifs visant à défendre les précaires (sans emplois, sans papiers, sans terres etc.), les mouvements de décroissances (tels les « objecteurs de croissance »). Si les membres de ces divers mouvements se rencontrent localement, ils communiquent également via l'internet militant. Par ailleurs, ces nouveaux arrivants se réunissent en de nombreux collectifs indirectement politiques mais qui le sont par le soubassement idéologique de leurs démarches, tels « roule ma fleur » dont l'objectif est de promouvoir une énergie moins polluante et renouvelable, mais aussi s'en prendre à la puissance des compagnies pétrolières, ou encore « Bois2mains », une société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) regroupant des charpentiers, insérée dans les réseaux d'éco-construction.

Leur forte politisation, liée à la volonté de ne pas seulement subir la crise et les méfaits du capitalisme mais de les combattre, est ainsi à l'origine de l'arrivée en Cévennes d'une partie de ces néoruraux qui pensent y trouver un cadre propice à la mise en œuvre d'un mode de vie alternatif grâce à l'isolement géographique de ces villages peu peuplés et à la présence de communautés d'individus partageant les mêmes valeurs et revendications politiques. Elle se traduit par un investissement de l'espace qui se veut « alternatif » privilégiant la mobilité par opposition à la sédentarité des installations durables, l'écologie par opposition à l'utilisation destructrice du sol, la vie collective par opposition au « chacun chez soi », allant jusqu'à la dénonciation de la propriété privée. Sur le plan économique, leurs activités se déploient le plus souvent dans le secteur informel et coopératif. Comme l'a montré B. Mésini (2003), on assiste au développement de nouvelles ruralités vécues comme une réappropriation des moyens d'existence. Ils retournent leur inadaptation économique, sociale, spatiale et culturelle en une force positive de conquête d'autonomie, même si l'on peut juger paradoxale cette revendication d'autonomie de la part de personnes dont les ressources proviennent essentiellement des aides de l'Etat ou des collectivités territoriales.

Si quelques-uns parviennent à s'installer durablement, la plupart d'entre eux vit dans des conditions précaires, tant sur le plan du confort que sur celui de la pérennité, ce qui rend difficile tout projet en lien direct avec la nature et la terre. De par leur situation matérielle fragile, ils sont relativement mobiles à l'échelle des vallées cévenoles et même au-delà, changeant de domicile en fonction des opportunités qui s'offrent à eux. Les uns vont transiter de façon plus ou moins durable par les HLM, les logements sociaux municipaux ou les gîtes qu'ils louent à prix raisonnable en dehors des périodes estivales, tandis que d'autres – par nécessité ou par choix – construisent des cabanes, des tipis ou des yourtes sur des terrains prêtés ou qu'ils ont pu acquérir dans de bonnes conditions lorsqu'ils ne sont

¹² Comme le souligne N. Mathieu, « *la crise de l'emploi, la peur de la régression sociale et de l'exclusion, pousse les individus à privilégier le mode d'habiter rural qui représente dans l'imaginaire ou réellement un territoire où l'on peut vivre modestement avec les avantages du loyer bas, du jardin potager, des pratiques de la nature gratuites, de l'interconnaissance, mais aussi de l'anonymat* » (1997 : 25) Rappelons par ailleurs que nous considérons ici comme néoruraux non pas la totalité des nouveaux venus dans l'espace rural mais seulement une fraction de cette population.

¹³ L'échantillon comprend toutes les personnes arrivées depuis cinq ans, soit depuis 1995.

¹⁴ Mouvement politique de gauche né en 1998 de la fusion de Alternative rouge et verte (AREV) avec une minorité de la Convention pour une alternative progressiste (CAP) autour de valeurs comme la solidarité, l'écologie, le féminisme et l'autogestion.

pas viabilisés. Ces habitats, peu coûteux et écologiques, exigent des autorisations même s'ils ne nécessitent pas de permis de construire ; plus ou moins « clandestins », et généralement situés dans des endroits isolés, ils font l'objet d'une campagne « anti-cabanisation », en particulier dans la zone centrale du Parc national où toute construction, de quelle nature qu'elle soit, est réglementée et contrôlée. Refusant de s'intégrer à la société qui leur est proposée, et exprimant une forte sensibilité écologique, certains revendiquent ce choix d'habitat « *léger et mobile* » et un mode de vie alternatif, qu'ils jugent cohérents avec les valeurs qu'ils défendent. Ainsi Thierry J. déclare vouloir éviter les contraintes matérielles en limitant volontairement ses besoins : « *moi c'est pas que j'aime pas travailler mais c'est que j'aime pas avoir quelque chose derrière moi qui me dit : il faut que je rembourse ça, que je fasse ça ; j'aime être indépendant, pas avoir de comptes à rendre* ». Divers collectifs et associations militent ainsi pour la reconnaissance de modes d'habiter alternatifs, telle « Halem » (l'association des habitants des logements éphémères ou mobiles) qui fut, en août 2008, partie prenante de l'organisation des rencontres nationales de l'habitat choisi.

Une autre solution pour trouver un toit quand on ne dispose que de ressources faibles et intermittentes consiste à prendre possession d'un lieu privé mais que ses propriétaires laissent à l'abandon. C'est le cas de deux squats qui ont été évacués récemment, les squats de la Picharlerie et du Prat del Ronc. Leur multiplication depuis quelques années témoigne des difficultés croissantes que rencontre cette population pour accéder au foncier, pourtant facteur de stabilisation et donc vecteur d'intégration, mais également de la volonté de développer collectivement une autre manière de vivre et d'habiter. La direction adoptée à l'égard de ce phénomène tant par les représentants de l'Etat que par le Parc national, en déclenchant des incompréhensions entre les actuels candidats à l'installation et les Cévenols d'origine, favorise un climat de tensions sur lequel nous allons maintenant nous arrêter.

UNE SOCIÉTÉ SOUS TENSIONS

Pour conclure, nous questionnerons l'incidence de la récente requalification des espaces ruraux¹⁵ sur la nature des relations entre leurs usagers permanents, à savoir d'une part la population autochtone et d'autre part les néoruraux. Leur installation, dont on a vu qu'elle a pris plusieurs visages au cours du temps, a en effet pour principale conséquence une profonde recomposition des liens sociaux, dans un contexte général d'évolution des usages des espaces lié aux nouvelles formes de « mise en désir de la campagne » (Hervieu et Viard 1996).

Pour rendre compte des perspectives de reconfiguration du « vivre-ensemble », nous nous appuyons sur deux « évènements » récents qui ont eu localement un retentissement considérable, d'une part la destruction du squat de la Picharlerie, brièvement mentionné précédemment, et d'autre part les premières rencontres nationales sur l'habitat choisi, également signalée plus haut.

On a vu que la première grande vague d'installation, consécutive aux évènements de mai 68 mais qui s'est déployée sur plus d'une décennie, avait pu bénéficier d'un contexte favorable, notamment en terme d'accès au logement et à la terre. Ces néoruraux de la première heure qui avaient tourné la page du militantisme après l'échec du mouvement de 1968 ont ainsi pu développer des activités qui, grâce à l'essor du tourisme et à l'engouement actuel pour les produits de terroir ou issus de l'agriculture biologique, sont non seulement devenues viables mais sont même aujourd'hui données en exemple. C'est cet investissement ordinaire qui a servi de levier à un retour au politique, pour nombre d'entre eux en entrant dans les instances politiques et syndicales locales classiques, pour d'autres en se rapprochant de mouvements contestataires reconnus ou en voie d'institutionnalisation, comme ATTAC.

Il en va tout autrement pour les personnes arrivées depuis une quinzaine d'années dans la région et de manière plus cruciale encore pour celles qui, issus de la frange la plus radicale de ce qu'on appelle les nouveaux mouvements sociaux, prennent les Cévennes comme destination de vie. L'impossibilité dans laquelle elles se trouvent d'accéder au logement et au foncier a ainsi confirmé des engagements

¹⁵ On a vu qu'une double fonction, résidentielle et récréative, tendait progressivement à se substituer à la vocation agricole et plus largement économique des espaces ruraux.

militants antérieurs à l'installation ou bien est à l'origine d'un engagement qui était déjà en germe dans le projet d'installation rurale. Tandis que les premiers semblent s'être progressivement intégrés à la société locale après une longue période de cohabitation parfois houleuse¹⁶, les seconds, confrontés à l'impossibilité de mener à bien leurs projets, tendent au contraire à se radicaliser, considérant l'acte de squatter comme immédiatement politique, en tant que « critique en acte des inepties de ce monde » (Communiqué Picharlerie 17/07/2007).

C'est dans ce contexte qu'un événement va véritablement mettre le feu aux poudres, servant de détonateur à des tensions sous-jacentes mais que la population, dans son ensemble, se refusait jusque là à prendre en considération.

Le 11 juillet 2007, les forces de l'ordre se déploient en grand nombre dans la Vallée française dès 7 h 00 du matin. Elles quadrillent un vaste périmètre de façon à contrôler les différents points d'accès à la Picharlerie, une ferme isolée et en ruines que des squatteurs proches des milieux anarchistes occupent depuis le printemps 2002 et qui est par ailleurs bien connue de la population locale en tant que lieu de mémoire de la résistance au nazisme pendant la 2^e guerre mondiale. Tandis que des fourgonnettes de gendarmes, des motards et une pelleteuse montent à la Picharlerie, les ondes sont brouillées dans le secteur afin d'empêcher toute communication au moyen des téléphones portables : il s'agit de prévenir un mouvement spontané de solidarité pouvant entraîner une résistance à l'exécution de la décision préfectorale¹⁷. En quelques heures, le mas est entièrement rasé ; les effets personnels des squatteurs sont ensevelis sous un amas compact de pierres et de gravats.

La nouvelle se repend dans toute la Vallée française et au-delà, divisant la population en plusieurs camps : ceux qui approuvent sans réserve l'expulsion des occupants et acceptent la destruction du mas comme sa conséquence inévitable, ceux qui tout en approuvant l'expulsion désapprouvent en revanche la destruction et ceux enfin qui désapprouvent tout autant l'expulsion que la destruction. De plus une ligne de clivage se surajoute à ces points de vue contrastés : le propriétaire du lieu, sans l'accord duquel le préfet n'aurait pu prendre une telle mesure, est un pasteur ; autrement dit un représentant d'une minorité religieuse dont la résistance historique à la répression a marqué en profondeur l'imaginaire local et, comme on l'a vu, participe également à la séduction que la région exerce sur ses nouveaux habitants. Au cours des jours qui suivent, la mobilisation de ceux qui contestent la décision du préfet est extrêmement forte : elle implique aussi bien des autochtones qui condamnent la destruction de ce lieu historique et dont certains réproouvent également l'expulsion des squatters, que l'ensemble des néoruraux, les plus anciens installés dénonçant la violence de la décision préfectorale et les plus récents affirmant leur solidarité avec les squatters dont ils craignent de partager le sort dans un proche avenir. Il ne fait aucun doute pour les squatters que cet acte est « le signe avant-coureur d'une accélération de la répression contre les formes d'habitat hors norme ou précaires, et plus largement contre toute forme de vie 'alternative' » (communiqué des occupants du 19/07/2007).

Pourtant, au fil des semaines, alors que leur mobilisation ne faiblit pas, la population autochtone et certains « anciens » néoruraux – les « néolithiques », comme les appellent les plus récemment arrivés – prennent des distances. Au fil des jours, le discours des néoruraux en situation de précarité résidentielle s'est en effet considérablement durci, comme en témoignent les tracts largement diffusés dans la population. Il relève d'une rhétorique politique renvoyant à une mouvance multiforme qui rassemble les composantes non-conventionnelles d'une « culture de la contestation » (Sommier 2003 : 24) : antilibéraux, autonomes, anarchistes et libertaires, objecteurs de croissance ainsi que des membres de la frange radicale du mouvement écologique, dont on a vu qu'ils s'étaient implantés dans la région. Aussi, un mois et demi après le rasement de la Picharlerie, seulement deux « locaux », qui représentent une association conduisant une réflexion sur la question foncière en Cévennes, assistent au rassemblement qui est programmé le 25 août 2007. Le débat entre squatteurs ou habitants précaires

¹⁶ D. Hervieu-Léger parle d'un « incompréhensible malentendu » entre les agriculteurs cévenols et les premiers néoruraux dont la présence a pu être vécue comme une mise en accusation de l'échec de ces Cévenols de souche à subsister sur place (1979 : 46).

¹⁷ Il semble que les forces de l'ordre aient tiré les leçons de la lutte contre le barrage de la Borie. Elles avaient en effet été débordées par les anti-barrage qui avaient réussi à empêcher la destruction du mas (Clavairolle Française, 2006. *La Borie sauvée des eaux*, rapport à la mission à l'ethnologie, Paris).

et une poignée de néoruraux installés depuis plusieurs décennies dans la région tourne rapidement à l'affrontement verbal, les premiers lançant un appel à l'ouverture d'autres squats et à l'insurrection par tous les moyens contre l'application aux territoires ruraux d'une politique déclarée « liberticide et normative ». Leurs propos, par leur teneur éminemment protestataire ainsi que par l'opposition manichéenne qu'ils établissent entre un « nous » rassemblant tous ceux qui se déclarent en lutte contre la « guerre sociale » en cours et une « société » érigée en ennemi collectif, s'en prennent plus ou moins ouvertement à leurs homologues installés en Cévennes depuis plusieurs décennies. Ils leur reprochent en effet leur passivité et les accusent, en raison de leurs activités économiques reconnues et de leur implication dans les instances politiques et décisionnelles, de compromission avec un système social qu'ils veulent éradiquer. L'extrait suivant d'un texte publié dans le *Bulletin de Contre-info en Cévennes* qu'édite le collectif issu de la destruction de la Picharlerie expose le point de vue socio-politique défendu en même temps qu'il reflète les tensions qui existent entre les deux vagues de néoruraux : « L'absence quasi totale d'expression politique subversive, le chacun pour soi et le chacun chez soi, dans la paix sociale, sont de règle pour qui veut et peut se satisfaire du « mieux vivre » en Cévennes, suivant clairement les directives du monde capitaliste (marchands, entrepreneurs, gîtes-touristiques-bio, spéculateurs, résidences secondaires, soumis et résignés). (...) nous voulons continuer à lutter plus intensément pour développer une critique globale et radicale, en théorie et en pratique, du monde que nous subissons. Nous entendons ouvrir et soutenir des espaces autonomes (sans logiques marchandes, sans contrôle, sans entraves), en lutte contre le pouvoir, avec tous ceux qui souhaiteront les développer solidairement. Les Cévennes restent une région où l'installation et l'insoumission sont possibles, si on ne se limite pas au strict cadre légal de la propriété privée : d'innombrables maisons et terrains sont vides et inutilisés, difficilement contrôlables et expulsables, pourvu qu'on s'en donne les moyens.» (n°3, juin 2008).

Le malaise est vif chez les plus anciens installés. Tout en affirmant leur solidarité avec les squatteurs expulsés, ils peinent à adhérer à un discours qui les met explicitement en cause, en tant qu'élus locaux, que créateurs d'« entreprises » agro-touristiques ou artisanales, que responsables d'associations d'animation rurale, que partenaires du Parc national des Cévennes, etc. Comment, notamment, quand on appartient à une équipe municipale qui se doit de respecter les lois de la République, défendre des occupations illicites qui contestent un droit sacré entre tous, celui de propriété ? Quelle position adopter face à la mise en cause publique – lors d'un rassemblement - de l'ex-68ard qui « danse, bêtement, déguisé en baba-cool exposant sa fausse quiétude à la foire du dimanche en monnayant coolement son artisanat local et en espérant qu'un jour 'on' l'acceptera dans le décor » ? Comment trouver un terrain d'accord avec des personnes qui mettent en accusation le développement touristique des Cévennes alors que c'est en grande partie sur ce dernier que repose l'économie des néo-agriculteurs dont la production est principalement commercialisée via les boutiques de produits de terroir et les marchés dits « paysans » ? Comment enfin accepter d'être en retour assimilé à cette frange radicale qui prône une expression politique subversive par la société locale à laquelle on pensait avoir réussi à s'intégrer ?

Les premières rencontres de l'Habitat choisi qui se déroulent du 1 au 4 août 2008 à la Borie¹⁸, loin d'apaiser les tensions, ne font que creuser davantage encore le différent entre « anciens » et « nouveaux ». Conçues et organisées dans le but de renforcer les liens entre toutes les composantes de la population qui se sentent concernées par une réflexion sur l'avenir du territoire en lien avec la question majeure de l'accès au foncier bâti et non bâti, ces journées ont mis en évidence l'existence de deux grandes tendances difficilement conciliables.

L'une est portée par des néoruraux anciennement établis et par des Cévenols qui soutiennent la coordination des réseaux liés au problème de l'habitat ; organisateurs des rencontres avec l'Association d'Habitants de Logements Ephémères ou Mobiles (HALEM), ils souhaitent inscrire dans une nouvelle légalité des pratiques plus ou moins tolérées mais qui se situent pour la plupart d'entre

¹⁸ La Borie est un site proche du Gardon de Saint-Jean-du-Gard qui fut dans les années 1980-1990 le théâtre d'une lutte victorieuse contre la construction d'un barrage. Occupé durant la lutte, il a été repris après l'abandon du projet par une association regroupant une partie des opposants dans le but d'y créer un écosite, ce qui est la principale raison du choix de ce lieu pour y accueillir les rencontres.

elles en marge de la loi, en établissant notamment un dialogue avec les élus qui se montrent concernés par les problèmes d'insertion de nouvelles populations dans leur commune et qui ne considèrent pas la répression policière comme l'unique moyen pour résoudre un problème à la fois social, environnemental et politique.

La seconde, défendue par les squatteurs et certains occupants de logements mobiles ou éphémères, opte au contraire pour une « auto-organisation offensive en dehors des partis et syndicats et contre l'Etat et ses flics » (« Autopsytoihyène », Bulletin de contre-info en Cévennes, n°5, septembre 2008). Pour eux, la proposition faite par HALEM de transformer le collectif informel et autogérée des habitants d'« habitat libre » et mobile en une sorte de syndicat susceptible d'intervenir auprès des élus est irrecevable pour trois ordres de raison principaux : le premier, politique, est lié à leur rejet de toute forme d'institutionnalisation avec pour corollaire leur volonté d'auto-organisation : « un syndicat, l'histoire et le présent le montrent tous les jours, c'est une forme d'organisation qui passe plus de temps à défendre l'image que le pouvoir a de lui et à s'asseoir autour de la table pour discuter avec la mafia capitaliste, qu'à établir un rapport de force », dénonce un participant ; le second, de nature philosophique, tient au caractère contradictoire d'une démarche en forme d'oxymore : comment pourrait-on vouloir légiférer en faveur d'un habitat « libre », puisque la liberté est par définition inconciliable avec une loi dont l'application exige la mise en œuvre de contrôles qui nient le plein exercice de la liberté ? La dernière, sociologique, questionne l'expression d'« habitat choisi » car, comme un participant aux journées le rappelle aux responsables de HALEM, « tout le monde sait que le logement de nos jours est rarement choisi ».

Conclusion

De toute l'analyse qui précède et en particulier de ces deux événements, dont nous avons fait une présentation sommaire – qui au demeurant ne rend pas toujours justice à la complexité des débats, des alliances et des stratégies qui se sont faits jour tout au long de ces journées –, nous retiendrons le fait qu'ils constituent des révélateurs des mutations à l'œuvre dans la société cévenole, en lien avec trois facteurs majeurs : d'une part l'arrivée et l'installation de vagues successives de nouveaux habitants qui ont modifié et modifient encore actuellement le paysage socio-démographique de plusieurs cantons ; d'autre part le contexte socio-économique dont on a constaté l'incidence majeure et sur le profil des arrivants et sur les possibilités d'installation en milieu rural ; et enfin la dynamique actuelle des nouveaux mouvements sociaux qui reconfigurent le paysage socio-politique en introduisant, au sein d'un « continuum de la participation politique », des jeux d'alliance et de démarcation entre deux pôles dont l'un est favorable au rapprochement institutionnel tandis que l'autre lui est hostile et prône au contraire le refus de tout compromis.

- BIBLIOGRAPHIE -

- Attané A., Langewiesche K. & Pourcel F.**, (2004), « Les néoruraux trente ans après », *Le Ravi*, mai. (http://www.leravi.org/article.php?id_article=83)
- Birre A.**, (1953), « Suggestions pour un programme de restauration profonde de la vie rurale cévenole », *Bulletin de la Société d'agriculture d'Alès*, 4^e trimestre, t. 2 : 83-86.
- Bonini N. et F. Clavairolle**, (2004), « La 'néo-ruralité' comme recherche de nouvelles formes de bien-être », *Informations sociales*, n°114 : 104-115.
Bulletin de Contre Info en Cévennes, n°1 à 5 (mars à septembre 2008).
- Clavairolle F.**, (2008), « De la contestation à la participation : les néo-ruraux et la politique (Cévennes) », in H. Bertheleu et F. Bourdarias (éd.), *Les constructions locales du politique*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais : 97-114.
- Castel R.**, (1995), *la métamorphose de la question sociale*, Paris, Fayard
- Deslondes O.**, (1987), « Société, territoire et pouvoir en Cévenne languedocienne », *Espace rural*, n°15.
- Dériez P.**, (1996), « Les néo-ruraux à la rencontre de l'espace rural », in Davy L. et R. Neboit, *Les Français dans leur environnement*, Paris, Nathan : 290-295.
- Hervieu-Léger D.**, (1979), « Les utopies du retour », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°29, septembre : 46-63.
- Hervieu B. et Hervieu-Léger D.**, (1978), « Les immigrés de l'utopie », *Autrement*, n°14 : 25-32.
- Hervieu B. et Hervieu-Léger D.**, (1985), « La nature des néoruraux », in A. Cadoret (éd.), *Protection de la nature. Histoire et idéologie*, Paris, L'Harmattan : 152-173.
- Hervieu B. et Hervieu-Léger D.**, (1997), « Les communautés rurales de l'après 68 : utopies rêvées, utopies pratiquées », lettre d'information n°24, IRICE, UMR 8138.
- Hervieu B. et Hervieu-Léger D.**, (2005) [1979] *Le retour à la nature. Au fond de la forêt...l'Etat*, Marseille, L'Aube, poche essai.
- Hervieu B. et Viard J.**, (1996), *Au bonheur des campagnes (et des provinces)*, Marseille, L'Aube, poche essai.
- Jacob J.**, (2004), « Le paysans et le philosophe : José Bové et Jacques Ellul », *Hérodote*, n°113 : 174-204.
- Jean Y.** (dir) (2007), *Géographie de l'école rurale Acteur, réseaux, territoires*, Ophrys éditions, Paris.
- Joutard P., J. Poujol & P. Cabanel** (dir.), (1987), *Cévennes, terre de refuge 1940-1944*, Montpellier, Presses du Languedoc /Club Cévenol.
- Kayser B.**, (1990), *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, Armand Colin.
- Lacroix B.**, (1981), *L'utopie communautaire*, Paris, PUF.
- Luck S.**, (2008), « Entre contestation et participation », *Revue française de science politique*, vol. 58, n°2 : 231-256.
- Mathieu N.**, (1997), « Les enjeux de l'approche géographique de l'exclusion sociale », *Economie rurale*, n°242, nov-déc. : 21-27.
- Mathieu N.**, (1996-1997), « Pour une nouvelle approche spatiale de l'exclusion sociale », *Strates* [En ligne], n° 9 (« Crises et mutations des territoires »).
- Mésini B., Pelen J.-N. & Guilhaumou, J.**, (2004), *Résistances à l'exclusion. Récits de soi et du monde*, Aix-en-Provence, PUP.
- Paugam S.** (dir), (1996), *l'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La découverte
- Revol P.**, (2002), *Les nouveaux habitants en Vallée-française*, maîtrise de géographie, Clermont-Ferrand, Université Blaise-Pascal.
- Rivière-Honneger A.**, (1998), « L'installation récente de citadins en situation de précarité en Cévennes », *Revue d'Economie méridionale*, n°181-182 : 45-70.
- Sommier I.**, (2003) [2001]. *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion.